

BIBLIOGRAPHIE

Régine LE JAN, *Famille et pouvoir dans le monde franc (VII^e-X^e siècle). Essai d'anthropologie sociale*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, 571 pages.

Ce bel ouvrage est le résumé d'une solide thèse d'État, soutenue en février 1993, qui a renouvelé l'étude de la noblesse au haut Moyen Age en faisant appel aux apports de l'anthropologie. De fait, l'auteur réussit tout à fait, par l'utilisation minutieuse de textes littéraires et d'une abondante documentation diplomatique concernant un vaste territoire, de la Neustrie à la Germanie, à enrichir le débat en faisant voler en éclats quelques idées reçues (sur la pratique généralisée de l'endogamie dans les familles aristocratiques du très haut Moyen Age par exemple) et en mettant en lumière une période qui apparaît comme fondamentale dans la gestation de la société médiévale, les IX^e-X^e siècles. Comme le dit joliment le quatrième de couverture, « la société médiévale est née à l'époque carolingienne »... En tout cas, le moment de « mise en ordre » carolingien, puis la crise de l'autorité publique entraînant la privatisation des *honores*, apparaissent comme essentiels pour la définition du groupe nobiliaire.

En trois parties inégales (respectivement quatre chapitres et 121 pages pour la première, cinq chapitres et 167 pages pour la deuxième et deux chapitres et 94 pages pour la dernière ; on peut également regretter que la conclusion dite « générale » ne couvre que 6 pages...), l'auteur se propose de définir l'évolution du groupe nobiliaire du VII^e au X^e siècle, et, au delà, de mesurer son poids social et ses rapports au pouvoir, en faisant appel aux champs d'études classiques de l'anthropologie, de plus en plus visités par les historiens : anthroponymie, structures matrimoniales, rôle de la femme, parentèles et groupements de parenté.

La première partie est consacrée à la mémoire (lieux et vecteurs) et aux pratiques de la noblesse, c'est à dire aux éléments par lesquels les nobles se définissent eux-mêmes et se reconnaissent. Si les généalogies, d'abord royales puis aristocratiques à partir du IX^e siècle, peuvent ancrer la famille noble dans un passé mythique et, par là, fonder la noblesse, le signe apparent de noblesse reste la reconnaissance sociale, fondée sur la richesse ostentatoire et une parentèle artificielle structurée par des liens hiérarchiques (fidélité, parrainages) et horizontaux (fraternité, liens d'*amicitia* dont on trouve trace aussi bien dans l'onomastique que dans la pratique de la faide).

Dès lors, le noble se définit par sa puissance, tirée de l'exercice de la *potestas* : il est le *dominus* de sa *domus* et de sa *familia*, de sa *villa* (qui pour R. Le Jan signifierait « village » dès l'époque carolingienne), d'une *terra salica* (c'est-à-dire seigneuriale) ; il possède une suite armée à recrutement domanial qui lui permet d'assurer son devoir de protection. A partir du VIII^e siècle, une hiérarchie apparaît au sein de la noblesse, voulue par le pouvoir carolingien, et opposant les *optimates*, « fidèles » choyés par le pouvoir et utilisés pour contrôler l'empire, aux autres *nobiles*. Au X^e siècle, avec la multiplication des *militēs*, la frange inférieure de l'aristocratie se développe.

La deuxième partie du livre prend un tour nettement plus anthropologique en s'intitulant de façon un peu maladroite : « anatomie de la famille ». Il s'agit, en fait, d'étudier les modes de dénomination des nobles et les stratégies matrimoniales qui structurent les familles. Un premier chapitre est consacré à la terminologie de la parenté et met l'accent sur la polysémie des termes tels « *consanguineus* » ou « *propinquus* ». Néanmoins, au IX^e siècle, la terminologie permet d'isoler le champ des parents théoriquement non épousables et place au centre des relations la cellule conjugale. Suit un chapitre passionnant et assez neuf sur l'onomastique : l'auteur montre d'abord le caractère héréditaire de la transmission des noms au sein des familles aristocratiques : « à l'époque carolingienne les trois quarts des familles aristocratiques transmettaient les noms des grands-parents, les deux tiers d'entre elles les noms des parents et le tiers les noms des oncles et tantes. Au total, les trois quarts des enfants portaient donc les noms de proches parents. » (p. 183) Cependant, la véritable dynamique de l'onomastique aristocratique réside dans le principe d'imitation d'un modèle royal : dès la seconde moitié du VI^e siècle, en effet, les familles royales adoptent le principe de transmettre de façon héréditaire des noms entiers (et non plus des segments, ce qui était rendu possible par le mode de composition bipartite des noms germaniques) ; or, à la fin du VIII^e siècle, on voit se diffuser ce modèle dans les familles de *proceres* et, au X^e siècle, il caractérise l'onomastique de tous les *nobiles*. L'hérédité des noms vient renforcer, à la fin du X^e siècle, la patrimonialisation des *honores* et l'apparition des lignages : le fils aîné reçoit le nom du grand-père paternel en même temps que la préention à hériter de l'*honor* familial. Vient alors la question de la transmission de la noblesse, clairement héritée de la mère à partir du IX^e siècle, et du droit à l'héritage, tant mobilier que du pouvoir, de chacun des membres de la famille. L'auteur montre que, dès le VI^e siècle, les liens de filiation sont privilégiés, l'hérédité des *honores* comtaux étant assurée sous les carolingiens pour la haute aristocratie (avant même le capitulaire de Quierzy). L'étude des stratégies matrimoniales et de leur évolution, du VII^e au X^e siècle, conduit à mettre l'accent sur l'importance

de la cellule conjugale, l'individualisation des familles, et ce dès avant l'élaboration de la législation ecclésiastique en matière matrimoniale et l'instauration d'un modèle chrétien du mariage. Le rôle de l'épouse et de la mère, seul élément apte à transmettre la noblesse à partir du IX^e siècle (ce qui conduit à un renforcement des principes homogamiques pour les fils nobles) est également mis en lumière.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage complète et approfondit le chapitre sur les stratégies matrimoniales. Elle est consacrée aux groupements de parenté. L'auteur montre comment les familles s'organisent autour de deux types de *consortium*, l'un dit « de procréation » (liant parents et enfants), et l'autre marital puis conjugal au fur et à mesure que, à partir de l'époque carolingienne, le rôle de l'épouse et la puissance de la veuve s'affirment. Dès lors, les Sippen du haut Moyen Age (que l'auteur définit comme des associations fondées sur la croyance en une origine commune et groupant plusieurs segments à base conjugale) éclatent à partir du IX^e siècle pour céder la place aux lignages du X^e siècle. La période carolingienne apparaît, à nouveau, au cœur du processus : les souverains carolingiens ont, en effet, cherché à rassembler l'aristocratie autour d'eux en un vaste groupement hiérarchisé, fondé sur la parenté et la fidélité. Dans chaque région, et ce afin de contrôler l'empire, des groupements familiaux pyramidaux apparaissent, autour de familles comtales, elles mêmes liées au pouvoir souverain. Au X^e siècle, c'est encore sur la base de la parenté que le contrôle des régions et principautés s'effectue.

Cet ouvrage, que l'on doit rapprocher des recherches récentes sur les stratégies matrimoniales et de pouvoir des familles comtales catalanes menées par M. Aurell, met bien en lumière deux moments clés de l'histoire des structures de pouvoir que l'auteur associe, de façon convaincante, à celle des structures familiales de la noblesse :

- le temps de l'équilibre carolingien (VIII^e-IX^e siècles) se définit par les rapports que les nobles entretiennent avec la *stirps regia* (imitation de l'onomastique royale, alliances matrimoniales qui irriguent toute la haute aristocratie, association des familles de la haute aristocratie au pouvoir). La famille royale, déjà structurée sur une base patrilinéaire, apparaît comme au sommet d'une pyramide sociale et contrôle l'accès au pouvoir par la distribution des *honores*. On comprend mieux alors les efforts déployés par les souverains pour « casser » les liens horizontaux qui unissent les *nobiles* entre eux ;

- la fin du IX^e siècle et le X^e siècle voient cet équilibre voler en éclats, par la patrimonialisation des pouvoirs qui va de pair avec la redéfinition des familles (d'abord celles des *proceres* puis celles des *nobiles*) sur une base de filiation patrilinéaire et la promotion de la cellule conjugale.

Alain GIRARD, *L'aventure gothique entre Pont-Saint-Esprit et Avignon du XIII^e au XV^e siècle. Genèse des formes et du sens de l'art gothique dans la basse vallée du Rhône*. Aix-en-Provence, Edisud 1996. In-4^e de 181 p., nombr. ill. en coul. et en noir et blanc.

Le sous-titre de l'ouvrage d'Alain Girard, issu de l'introduction d'une thèse d'État, annonce un pari ambitieux. Le discours sur la « genèse des formes et du sens de l'art gothique dans la basse vallé du Rhône » se développe à partir d'un commentaire d'exemples choisis, où « architecture, sculpture, peinture ou autre » sont examinés à titre de document historique, témoin de « l'histoire de la société qui l'a conçu et réalisé ».

Un aperçu historique, qui place Pont-Saint-Esprit au centre du cadre géographique de l'étude, caractérise la particularité du contexte rhodanien médiéval, et celle des points d'échange entre royaume et empire, séparés par le fleuve, mais reliés autant par les ponts, que par le réseau des dépendances et des possessions des grandes maisons et institutions religieuses. Aux XIII^e et XIV^e siècles, l'influence croissante du pouvoir royal renforce le rôle stratégique et économique de la rive droite, et consolide « la frontière politique dans la basse vallée du Rhône ».

« La naissance et le développement d'un style gothique régional au XIV^e siècle » – cadre chronologique discutable – succède à une longue survivance de l'art roman antiquisant, un roman provençal commun aux deux rives de la basse vallée rhodanienne. Vers 1200, la Maison des Chevaliers de Pont-Saint-Esprit emprunte à ce style pour illustrer la position sociale de son propriétaire. Au XIII^e siècle, le répertoire formel du roman tardif s'enrichit de formes du gothique septentrional, adaptation progressive qui reste en retrait sur l'introduction d'une véritable architecture gothique dans le Midi par les grands chantiers du Languedoc occidental. Le poids de la tradition régionale reste ainsi lisible dans les importants ouvrages militaires et civils du domaine royal, comme l'enceinte d'Aigues Mortes, la tour Philippe-le-Bel de Villeneuve-lès-Avignon et le pont de Pont-Saint-Esprit, qui traduisent, à la fin du XIII^e et au début du XIV^e siècle, « l'arrivée d'un art étranger » (p. 41) en Languedoc oriental.

Dans l'architecture religieuse, le style gothique, introduit dès le début du XIV^e siècle dans l'abside du prieuré du Pont-Saint-Esprit, fait montre du prestige de la nouveauté architecturale. Le décor de l'abside spiripontaine, bien plus que l'ordonnance, s'avère étonnamment moderne et d'une grande qualité, directement tributaire d'influences parisiennes. Le « gothique rhodanien » reste toutefois un « art local » qui « a cherché dans celui qui était extérieur au pays les éléments nécessaires à son propre développement » (p. 54). Peu avant l'essor des églises avignonnaises, l'hôpital du Saint-Esprit (1310-1326) expérimente le contraste entre la voûte sur croisée d'ogives, une sculpture et une modénature septentrionales d'une part et le « refus de la dématérialisation » (p. 55) des murs de l'autre, épais et doublés de contreforts internes. Ce serait par la rive droite que ce style hybride se serait diffusé dans et autour d'Avignon, avec l'explosion démographique et urbanistique à partir du pontificat de Jean XXII.

L'architecture du palais de Benoît XII copie en les amplifiant des modèles méridionaux dépassés. Ce fut sans doute, à l'instar des grands espaces charpentés du palais

que Jean de Piolenc fit exécuter le plafond caréné de la salle d'apparat dans la Maison des Chevaliers de Pont-Saint-Esprit (1337-1343). C'est dans les mêmes années qu'apparaît la sculpture gothique en ronde-bosse dans la région, tandis que le décor peint monumental contemporain, à l'exemple de celui du plafond spiripontain et celui de la chapelle de Vénéjean, reste encore insensible à l'influence avignonnaise, empreinte d'apports italiens. Au milieu du siècle, l'architecture rhodanienne, « à la fois gothique et méridionale », poursuit sa propre « grammaire », en particulier dans la modénature, « malgré l'adoption d'éléments septentrionaux » (p. 84), alors que le « palais d'Innocent VI » dans la cité pontificale, isolé dans ce contexte, devient « une expression gothique dans les terres méridionales » (p. 84). Ainsi, l'église Saint-Didier d'Avignon défend-elle aussi, le particularisme régional à l'intérieur même de la ville pontificale, particularisme qui prendra fin avec l'arrêt de l'essor constructif dû au retour des papes à Rome, et aux vicissitudes du temps.

La deuxième partie de l'ouvrage développe autour du *Couronnement de la Vierge* d'Enguerrand Carton une étude sur l'art des chartreux au XV^e siècle dans la région. Le modèle de la spiritualité cartusienne attire la faveur des donateurs, et entraîne le développement d'un art au service des conceptions théologiques de l'ordre, qui veille sur la conformité des œuvres commandées pour ses églises. Ainsi, le *Couronnement de la Vierge* (1453-1454) insiste sur l'égalité du Père et du Fils, sur la place centrale de la Vierge, Reine et Église, et sur la vertu de la prière pour le secours des âmes au purgatoire. Conçue « pour fêter la paix retrouvée de l'Église », l'œuvre, en même temps « autoglorification » cartusienne, répondrait, avec un retard de quelques années, à l'esprit du concile de Ferrare-Florence sur l'unité des Églises d'Orient et d'Occident.

De « la montée de l'individualisme » au XV^e siècle témoignent les efforts du marchand spiripontain Guillaume de Piolenc, de mettre sa maison familiale au goût du jour par la création, en 1450, d'une aile dominant le fleuve et accueillant de nouvelles salles d'apparat, dont le décor héraldique associe le fondateur et ses liens familiaux au parti du roi de France. Intégré dans ce décor, le blason de Thomas Alberti, parent de Leone Battista réfugié à Pont-Saint-Esprit, expliquerait, selon l'auteur, des tendances renaissantes, alors très modernes, dans un décor de transition dont les motifs figurés accusent une influence florentine. L'architecture religieuse du XV^e siècle est marquée par les interventions, souvent passagères, d'architectes pour la plupart étrangers à la région. L'œuvre de Blaise Lecuyer, qui travailla du milieu du XV^e au début du XVI^e siècle à la cathédrale de Carpentras et à Pont-Saint-Esprit, est empreinte du vocabulaire architectural et décoratif du gothique international. Un exposé détaillé sur les archives des chantiers de ce maître et entrepreneur illustre l'organisation et le financement de la mise en œuvre.

Le souci de l'auteur d'inscrire ses études monographiques dans le « fil conducteur » (p. 179) du contexte politique, économique et spirituel de l'époque s'exprime dans des conclusions qui ne manquent parfois pas de forcer le trait : ainsi, le « rêve de l'unité » de l'Église s'exprimerait-il autant dans l'art cartusien du XV^e siècle, que dans la relative rigueur de l'architecture flamboyante de Blaise Lecuyer. Les plafonds de Guillaume de Piolenc jetteraient « un pont... entre les mondes idéal et réel »

dans l'emploi du vocabulaire flamboyant. « Capter la lumière, c'est-à-dire Dieu » (p. 49), ou « la sentence s'applique aussi bien à l'art qu'à la société, les masses pouvant être architecturales ou sociales » (p. 178) : l'excès dans certaines métaphores trop suggestives interroge parfois sur les limites de la synthèse proposée.

L'intérêt de l'ouvrage réside avant tout dans les études monographiques qui s'y trouvent rassemblées. Si celles-ci sont bien illustrées, l'on pourrait souhaiter davantage de références, voire des pièces justificatives en annexe. Le cadre de la synthèse souffre parfois d'une tendance à la généralisation en quête des moteurs d'une évolution : le chapitre sur la tradition romane s'en ressent, mais plus encore l'exposé sur l'architecture gothique. La chronologie de celle-ci est discutable, puisque la distinction des entités politiques de part et d'autre du Rhône privilégie l'influence du domaine royal au détriment de celle de la Provence des Anjou : l'idée d'un « modèle spiripontain » qui instaure l'art gothique rhodanien au début du XIV^e siècle, relègue Avignon au second plan, et minimise l'impact des premiers édifices gothiques provençaux du dernier tiers du XIII^e siècle, dont la chapelle des Templiers d'Avignon, pourtant évoquée par l'auteur (p. 49), fut avec l'église Saint-Jean-de-Malte à Aix-en-Provence le premier exemple¹. Aussi, l'examen du cas spiripontain, judicieux en soi, tendrait-il à surévaluer l'impact du patrimoine gothique local, même si celui-ci reste aussi important que précoce pour la région ?

Ces considérations mises à part, l'ouvrage de A. Girard reste non moins une approche très intéressante et originale, qui propose une vision d'ensemble personnelle nourrie de la longue familiarité de son auteur avec le patrimoine gothique de la région étudiée. La richesse des informations et des thèmes abordés en fait une référence pour les études à venir sur l'art gothique dans la Provence occidentale.

Andreas HARTMANN-VIRNICH

1. Cf. D. CARRAZ, « Une commanderie templière et sa chapelle en Avignon : du Temple aux chevaliers de Malte », dans : *Bulletin monumental*, 154, 1996, p. 7-24, et A. HARTMANN-VIRNICH, « Bouches-du-Rhône. Aix-en-Provence, église Saint-Jean-de-Malte : approches d'un premier chantier du gothique rayonnant en Provence », *ibid.*, p. 345-350.

XIV congresso di storia della corona d'Aragona (Sassari - Alghero, 19-24 maggio 1990), sul tema : La Corona d'Aragona in Italia (secc. XIII-XVIII). Sassari : C. Delfino, 1993-1996. 3 tomes en 4 vol., 287-947-766 p.

Célébrés avec une régularité remarquable, les congrès de la Couronne d'Aragon rassemblent la plupart des chercheurs espagnols et italiens s'intéressant à la Méditerranée occidentale à la fin du Moyen Âge. Le XIV^e congrès s'est tenu en Sardaigne en 1990 ; ses actes finissent d'être publiés. Leurs deux mille pages réunis-

sent les textes d'une centaine d'auteurs. L'œuvre est colossale, comme il est devenu l'habitude dans les derniers congrès d'histoire de la Couronne d'Aragon. Elle fournit une quantité impressionnante de renseignements sur un thème déterminé, en l'occurrence les relations politiques et commerciales de la Sardaigne avec les autres principautés de la Couronne. Elle ne présente pas moins quelques défauts, qu'il serait fallacieux d'occulter. Il est, par exemple, devenu coutumier dans ces congrès d'accorder systématiquement la parole aux mêmes membres de la commission permanente, qui ne se renouvellent pas beaucoup dans leurs « Relations » de synthèse, présentées dans un premier volume; quant aux « Communications », plus pointues, réservées aux autres intervenants, elles sont, par la force des choses, inégales. Il n'empêche que leur esprit d'ouverture ne saurait être mis en question, car elles donnent souvent la parole à de jeunes chercheurs présentant l'un de leurs premiers exposés dans un colloque. Autre défaut de cette publication : autour de deux grands thèmes seulement – le *Regnum Sardine et Corsice* dans l'expansion de la Couronne, d'une part, et la Couronne en Italie, d'autre part – dont la cohérence est loin d'être évidente, les textes sont simplement classés par ordre alphabétique. Aucune introduction ni conclusion synthétique ne coordonne le tout. Plus qu'à un colloque, centré sur une problématique précise et commune, c'est à un congrès, haut lieu de sociabilité où se rencontrent de nombreux chercheurs pour déterminer d'ultérieures investigations en équipe, que nous avons ici affaire. L'impression de dispersion est d'autant plus forte.

Deux communications concernent la Provence. Alain Venturini se penche sur la réaction des ports provençaux face à la conquête aragonaise de la Sardaigne entre 1323 et 1382. Depuis que le monastère de Saint-Victor a obtenu quelques prieurés sardes, les navires provençaux fréquentent l'île. Ils y obtiennent du froment, de l'orge, du cuir de bovins (apprêté à Marseille, mais aussi à Nice ou à Grasse), du fromage, des salaisons et du plomb; ils y pratiquent la pêche au corail. En échange, ils apportent du vin ou des draps languedociens et français. La conquête catalane de la Sardaigne ne rompt pas ces relations commerciales, comme en témoignent les registres des notaires de Marseille. Dans cette ville, où l'hostilité envers Gênes est ancienne, les expéditions sardes du roi d'Aragon ne sont, dans un premier temps, nullement rejetées, mais encouragées par la vente de navires. Il n'en va pas de même à Nice, où l'emprise ligure est très forte. Les relations entre Marseille et Barcelone se gâtent toutefois dans les années 1340, où la ville phocéenne s'attache à conserver des relations commerciales avec la partie de la Sardaigne qui échappe à la domination aragonaise. La course des Catalans dans les côtes provençales intervient en représailles de l'aide prêtée par les Marseillais au juge d'Arborée. Une même rivalité est mise en valeur dans la communication du regretté Michel Mollat sur les intérêts français en Méditerranée occidentale au début du XV^e siècle. Beau-frère du roi René, Charles VII entre en compétition avec les Aragonais pour le contrôle du royaume de Naples. Il appuie Jacques Cœur dans ses entreprises méditerranéennes : Marseille devient le siège de l'activité commerciale de l'argentier, qui fait transiter par son port de nombreux draps berrichons et languedociens. Sa disgrâce à la cour est fomentée par Montpellier, où l'on n'apprécie guère la montée de la cité concurrente. Par ailleurs, les relations tendues entre Marseille et la Couronne d'Aragon se concrétisent dans le sac de 1423, qui témoigne de la puissance de la flotte d'Alphonse V et de la

faiblesse des Angevins, abandonnés par le roi de France, trop occupé alors par la guerre de Cent ans. Ces deux communications montrent combien les rapports entre la maison d'Anjou et la Couronne d'Aragon sont mouvants aux XIV^e et XV^e siècles.

Martin AURELL

Henri III et son temps, études réunies par R. Sauzet, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1992, 332 p. ill., index, 240 F.

C'est avec une belle régularité – dans la qualité comme dans la réalisation – que se tiennent chaque année les colloques internationaux organisés par le Centre de la Renaissance de Tours. Pour commémorer le quatre centième anniversaire de l'assassinat du dernier Valois roi de France, celui qui se tint en 1989 fut consacré à Henri III. Belle occasion d'une mise au point sur ce monarque tant décrié. Les 26 participations sont regroupées en cinq sections : La légende noire (avec notamment une intervention de Denis Richet, disparu quinze jours avant l'ouverture du colloque, sur l'historiographie de ce roi); l'expérience polonaise (avec cinq participations d'historiens polonais); le service de l'État; la guerre civile en France et la situation internationale; Économie et société. R. Sauzet en ayant assuré l'avant-propos et la conclusion.

Comme c'est souvent le cas avec de tels volumes, si l'intérêt de l'ensemble est indiscutable, celui de chaque participation est inégal, variant inévitablement d'un lecteur à l'autre. La richesse des papiers de J. Jacquart et M. Morineau sur le contexte économique, de M. Péronnet sur les nominations épiscopales, de D. Crouzet sur la violence collective, de G. Chaix sur les chartreuses et la Ligue, comme de bien d'autres, est certaine et le lecteur curieux ou intéressé, peu familier de la question, y trouvera ample et solide pâture. Mais le spécialiste peut lire ailleurs, sous la plume des mêmes auteurs, sinon exactement leurs réflexions présentées ici du moins certaines d'entre elles.

En revanche plus marquantes me semblent certaines interventions. Non qu'elles soient toutes absolument nouvelles ou rénovatrices, mais parce que soit elles sont réellement originales soit les idées qu'elles développent ne sont pas facilement accessibles. C'est évidemment d'abord le cas des cinq contributions polonaises, toutes traduites : il est du plus haut intérêt pour le lecteur français de suivre une approche polonaise de la personne et de l'action de ce roi de Pologne, dont le règne dura six mois mais qui revendiqua ce titre jusqu'à sa mort : « Henri III dans l'opinion polonaise après sa fuite »; « Henri de Valois selon l'opinion de la noblesse polonaise. Attentes et réalités »; « Henri III et Étienne Bathory »; « Les premières histoires de la Pologne publiées en France à l'occasion de l'élection de Henri III »; « Le personnel politique de Henri de Valois en Pologne ».

Me paraissent aussi particulièrement suggestives les pages de K. Gebhardt sur « Catherine de Médicis et la langue française », de M. Yardeni sur « Henri III sor-

cier », de J. Boucher : « Autour du duc d'Alençon et d'Anjou, un parti d'opposition à Charles IX et Henri III », d'A. Jouanna : « Faveur et favoris : l'exemple des mignons de Henri III ». En effet ces quatre participations invitent à revoir des idées reçues qui, quoique datant, gardent toujours une force certaine dans l'historiographie : la reine mère écrivait un français somme toute relativement correct, compte tenu du caractère encore fluctuant de la langue à cette époque; l'accusation de sorcellerie contre Henri III, dans la dernière année de sa vie, est à situer dans un contexte général à la fois politique, religieux et mental; le duc d'Alençon puis d'Anjou pourrait bien avoir été à la tête d'une sorte de « tiers parti », celui-là même qui triompha finalement de sorte qu'il aurait ainsi préparé la voie à Henri IV; les fameux mignons constituaient une espèce de personnel relativement courant dans les cours souveraines, guerriers qui ne correspondent pas à la féminité et à la mièvrerie dont ils furent affublés par leurs ennemis jaloux, pas plus qu'Henri III lui-même d'ailleurs. C'est, en fin de compte, à une véritable relecture de ce règne si troublé et de ses acteurs que nous invitent les actes du colloque de Tours : Henri III, Catherine de Médicis, François d'Alençon puis d'Anjou, les mignons et, finalement ces quinze années de règne (1574-1589) tout entières gagnent en complexité donc en richesse et donc, très probablement, en vérité.

C'est au total un bon ouvrage qui rendra plus d'un service, au spécialiste comme à l'honnête lecteur, ce qui n'est pas son moindre mérite, auquel s'en ajoute un autre, celui de sa dimension relativement modeste, ce qui le rend d'autant plus facilement abordable, malgré son prix. R. Sauzet, en conclusion, souhaite que cet ouvrage aide à mieux comprendre Henri III. Le pari a été tenu, il faut lui en savoir gré ainsi qu'à tous les participants.

Gabriel AUDISIO

André LESPAGNOL, *Messieurs de Saint-Malo. Une élite négociante au temps de Louis XIV*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1997, 2 vol., 868 p.

Au XVIII^e siècle Marseille la méditerranéenne devient port mondial. L'élan donné à la place provençale, accompagné et soutenu par l'émergence d'une aristocratie du négoce, a été magistralement exposé, voici un quart de siècle par Charles Carrière (*Négociants marseillais au XVIII^e siècle*). « L'éblouissante parenthèse » des expéditions de la mer du Sud en direction de l'Eldorado, les relations soutenues avec Cadix, porte du prestigieux empire américain, sans omettre enfin, dès la seconde moitié du XVII^e siècle la noria des terre-neuvas débarquant la morue sèche sur les quais du Lacydon sont aux racines de cette mutation fondamentale. Trois impulsions mais un commun dénominateur : la place jouée dans le destin de Marseille par les réseaux constitués avec les Messieurs de Saint-Malo.

L'analyse globale de cette élite négociante de Saint-Malo au temps de Louis XIV, croisée à maintes reprises dans les archives marseillaises, mais longtemps méconnue,

a été conduite avec rigueur par André Lespagnol. Prenant appui sur des archives d'entreprises commerciales l'auteur a su mêler, dans le cadre d'une thèse d'État soutenue en 1989, histoire quantitative et minutieuses études de cas afin de comprendre, « de l'intérieur », la dynamique d'accumulation qui a soulevé la place pendant un demi-siècle. L'examen attentif des trafics fondamentaux (pêche à Terre-Neuve, course, « commerce de Cadix » avec ses différentes facettes, licites ou non, mer du Sud, océan Indien) permet de décrypter les mécanismes et l'originalité de la réussite malouine, voire son énigme étant donné le nombre restreint des grands négociants, leur faible ouverture à l'étranger, les activités commerciales inégalement fournies mais inscrites dans une perspective mondiale par une place somme toute modeste. Pareille démarche, où l'approche économique intègre les données des différentes stratégies des acteurs en présence (les Danycan, les Eon, les La Lande Magon, les Le Fer, les Vincent...), autorise André Lespagnol à proposer à la fois une histoire sociale du négoce et un modèle de croissance commerciale dans une conjoncture encore souvent présentée comme uniformément déprimée.

La présentation luxueuse et le tirage limité d'une édition proposée, dès 1990, sous la forme d'un très épais volume par L'Ancre de Marine (Saint-Malo) expliquent, dans une large mesure, la relative faiblesse de la diffusion et l'épuisement de cette première version. Il convient donc de saluer l'initiative des Presses Universitaires de Rennes pour la récente réédition de cette solide et passionnante étude, s'inscrivant en contrepoint aux *Négociants marseillais*, où n'ont été sacrifiés ni le précieux répertoire biographique des principaux acteurs, ni l'illustration iconographique à la mesure de la richesse du passé malouin (absence des notes et de l'appareil critique accompagnant la thèse).

Gilbert BUTI

Georges REYNAUD. *Le logis de l'Assassin. Une affaire criminelle en Provence au XVIII^e siècle*, Paris, Christian, 1996, 137 p.

Le lieu-dit « L'Assassin » se trouve sur le territoire des Pennes-Mirabeau (Bouches-du-Rhône) et a longtemps désigné une auberge. G. Reynaud a eu la curiosité de rechercher l'origine de ce toponyme; il a découvert qu'il rappelle le quadruple assassinat de l'aubergiste, sa femme, son frère et une servante, commis le 21 août 1710 par des soldats des galères. Au lieu de paraphraser les pièces d'archives pour transformer ce fait-divers en médiocre roman policier du passé, comme on l'a trop souvent fait pour d'autres causes, G. Reynaud a opté pour un récit très linéaire de l'événement suivi de la publication intégrale des pièces du procès. Il a trouvé un éditeur (parisien) qui a accepté cette formule, la seule susceptible de satisfaire pleinement l'historien. L'on peut d'autant plus regretter l'absence d'une table des pièces du procès qu'il est aisé de constater, à la lecture de ces dernières, que l'intérêt de cette publication dépasse le cadre strict de l'affaire des Pennes. L'on peut y suivre dans son détail

la procédure pénale d'une de ces justices seigneuriales ayant rang de haute justice qui restent très mal connues; le statut des assassins et leur arrestation à Marseille suscite de plus un conflit de juridiction entre le juge seigneurial, la justice seigneuriale d'appeaux de Martigues et la sénéchaussée de Marseille que le parlement tranche en faveur du siège des Pennes dont il confirme la sentence. Le fonctionnement du système judiciaire constitue néanmoins le point faible de cette publication, faute en particulier d'utiliser les travaux de R. Busquet; la grande thèse d'A. Zysberg aurait par ailleurs permis de replacer le cas des soldats assassins dans le contexte de la très médiocre moralité du petit personnel des galères.

L'histoire de la vie quotidienne trouve également son compte dans ces textes : publication du prix fait de l'auberge, de l'inventaire de son mobilier et ses réserves alimentaires dressé après le meurtre (dont il convient cependant de souligner qu'il a eu pour objet le vol et le pillage de l'édifice). L'enquête reflète aussi, à travers les témoins, la vie qui anime vers onze du soir, un jour d'été, les alentours de l'auberge.

Ce pari sur l'intelligence du lecteur et ses exigences d'authenticité devrait faire école.

Régis BERTRAND

Jean-Michel SANCHEZ, *Une église de Marseille depuis le XVII^e siècle. La Mission de France*, Marseille, La Thune, 1996, 123 p.

Ce petit ouvrage dû à un jeune chercheur inaugure une collection sur le patrimoine religieux de Marseille fort bien venue en son principe. Son premier mérite est d'achever de dissiper une erreur. La Mission de France avait été présentée dans un recueil de photographies publié naguère comme une église du XVII^e siècle, un chef-d'œuvre baroque méconnu. J'avais déjà eu l'occasion de signaler cette absurdité dans un guide de Marseille paru en 1991. J.-M. Sanchez montre ici que l'édifice a été presque entièrement reconstruit et décoré par les Jésuites entre 1841 et 1864; il n'offre de baroque que l'encadrement de sa grande porte, vestige de l'église des Lazaristes. L'auteur propose de rattacher le parti assez surprenant de ses deux façades à l'architecture jésuite d'Amérique latine, hypothèse qui paraît séduisante.

L'on peut regretter qu'il ne se soit pas borné, pour l'approfondir davantage, à l'histoire de l'édifice au temps où il était entre les mains des jésuites qui y multiplièrent les congrégations et les œuvres et y fondèrent le Cercle religieux. La période précédente, celle où la Mission de France est, comme son nom l'indique, la maison marseillaise de l'ordre fondé par Vincent de Paul et sert également de grand séminaire diocésain, est surtout étudiée de seconde main, à partir d'une bibliographie parfois vieillie. L'église a été le premier temple réformé qu'aït connu Marseille et cet épisode original aurait mérité davantage d'attention. J.-M. Sanchez donne néanmoins en annexe l'inventaire inédit du mobilier, dressé en l'an II, très précis et fort intéressant. L'on peut se féliciter qu'une monographie soit enfin publiée sur ce lieu qui fut le principal foyer de

piété et de sociabilité catholiques de la ville sous le Second Empire et les débuts de la Troisième république, d'autant que les vastes recherches qu'avait conduites à son sujet l'abbé Paul Gueyraud peu avant sa mort ne sont connues que par le résumé d'une conférence prononcée en 1985 dans le cadre de la Société de statistique.

Régis BERTRAND

Paul Arène (1843-1896). Cent cinquantième anniversaire de sa naissance – Journées commémoratives (19 juin-4 juillet 1993). Colloque. Les Arènes. Exposition. Bibliographie. Société scientifique et littéraire des Alpes-de-Haute-Provence, 1995, 1 vol., 188 p., ill.¹

Un élégant volume, sur la couverture duquel figurent, en couleurs, le portrait de l'écrivain et la photographie de sa maison de la Cigalière, rappelle, de façon exhaustive, les cérémonies qui ont commémoré, à Sisteron, la naissance, cent cinquante ans plus tôt, de Paul Arène.

La société scientifique et littéraire des Alpes-de-Haute-Provence a ainsi groupé deux fascicules (327 et 328) des Annales de Haute Provence, en témoignage de ces journées du souvenir. Les deux points forts en étaient un colloque et une exposition, excellemment retracés ; s'y ajoutent plusieurs études précieuses.

Outre le rappel du programme, et le texte des communications, présenté par Edith Robert, et dues à Juliette Bonfils, Pierre Gay, René Jouveau, Anne-Marie Aubanel, Marie-Thérèse Jouveau, Jean Fourié, sont publiés des articles de Paul Pons, Pierrette Berengier et Pierre Colomb. Il faut souligner la part essentielle prise par ce dernier à la fois dans l'organisation des cérémonies et dans celle de l'exposition, dont il publie ici le catalogue, riche de près de cent cinquante numéros, organisations précédées de minutieuses recherches généalogiques, biographiques et bibliographiques. Il convient de complimenter Pierre Colomb pour la réussite de ce travail, qui fait honneur à la société éditrice.

D'une présentation agréable, orné de nombreuses illustrations (portraits, dessins et photographies de paysages et de manuscrits), cet ouvrage est un bel hommage rendu par ses concitoyens à un écrivain un peu négligé de nos jours, mais qui, collaborateur d'Alphonse Daudet et ami de Frédéric Mistral, a enchanté la jeunesse de nombre d'entre nous.

Madeleine VILLARD

1. En vente au siège de la société scientifique et littéraire des Alpes-de-Haute-Provence, BP 30, 04001 Digne. 120F, port compris.

Fernand Moutet. Actes du colloque de Saint-Chamas et d'Arles (26 octobre 1996), numéro spécial de la revue Lou Prouvençau à l'Escolo, 1996, 50 p.

Le poète Fernand Moutet (Arles 1913 - Antibes 1993) occupe une place importante dans la littérature provençale contemporaine. Découvert par Sully-André Peyre, lauréat du prix Mistral en 1957, il a publié plusieurs recueils : *Au rendès-vous di barquejaire* (éd. de la Targo, 1964), *L'autro ribo*, *Lou rampelin meraviba* et *Lou raubaire de chivau* (éd. de l'Astrado prouvençalo, 1969, 1976 et 1979), *La festo dins lou pargue* (éd. du Sourgentin, 1986), *Li Car-marino de moun reiaume* (Cahiers de Garlaban, 1991) et *Marieto di bord de l'estang* (éd. de l'Astrado prouvençalo, 1992). Mais jusqu'à présent il n'existait pratiquement pas d'études consacrées à son oeuvre. Afin de combler cette lacune, le 26 octobre 1996 s'est tenue à Arles et à Saint-Chamas, où sont les racines du poète, une journée d'études associant écrivains provençaux (André Resplandin et Jean-Pierre Tennevin) et enseignants de provençal, qui présentaient le résultat de recherches généalogiques (Anne Lambert, Claire-Jeanne Fino) et littéraires (Céline Reyre, Nathalie Simian-Seisson et Claude Mauron). Les actes, rassemblés par Emmanuel Desiles, constituent le numéro d'octobre 1996 de la revue *Lou Prouvençau à l'Escolo*, enrichi d'un document : le premier grand article consacré à Fernand Moutet, par Max-Philippe Delavouët, qui fut également le premier à l'éditer, dans la collection des « livres du Bayle-vert » (*Fenèstro*, 1962). Signalons enfin que tous les textes formant ce petit livre sont en provençal, ce qui a aussi son intérêt, comme témoignage de la vitalité de la langue.

Céline MAGRINI

Violaine MENARD-KIENER, *Antoine Sartorio, sculpteur des corps et des âmes*, Association des Amis d'A. Sartorio, 1996, 93 p., ill.

Ce livre abondamment illustré offre une première approche de la vie et de l'œuvre d'Antoine Sartorio, né à Menton en 1885, mort à Jouques (Bouches-du-Rhône) plus que centenaire en 1988. Il est dû à la petite-fille de l'artiste qui a maintenu en l'état son dernier atelier. A. Sartorio est l'un des représentants les plus intéressants en Provence de l'art des « années trente », celui sans doute qui a su le plus pertinemment intégrer la sculpture à l'architecture, en particulier à travers sa collaboration amicale avec l'architecte G. Castel. Ce dernier a fait l'objet en 1988 d'une importante exposition au Musée d'Histoire de Marseille dont le catalogue (*Gaston Castel, architecte marseillais*, Edisud, Musées de Marseille, 155 p.) renferme p. 92-121 une étude biographique de Sartorio par T. Dourousseau qui aurait mérité d'être signalée.

L'ouvrage donne une bonne idée d'une production exigeante où l'académisme semble jeter ses derniers feux dans de colossales commandes de Victoires hiératiques, de pleureuses morfondues et d'éphèbes centaurs. Tout cela serait fastidieux si Sartorio

n'alliait à une technique admirable de la taille la recherche du mouvement et une sensualité certaine sitôt que glisse quelque peu le péplum de ses garçonnnes ou que le mistral en plaque les plis sur leurs formes affirmées. Ainsi dans les groupes ornant l'attique de l'opéra de Marseille, la statuaire du monument aux morts de l'armée d'Orient dans la même ville ou la décoration du palais de la Méditerranée à Nice et surtout dans les hauts-reliefs des « sept péchés capitaux » (sic) qui ornent le mur d'enceinte de la prison des Baumettes, sans doute une de ses meilleures œuvres.

L'on regrette que les dernières pages soient occupées par le projet aberrant, resté sans suite, d'un monument à la Marseillaise élevé sur le fort Saint-Nicolas. Cette brochure a été reproduite dans le catalogue du Musée d'histoire déjà cité et une analyse stylistique qui eût replacé Sartorio dans les recherches artistiques de son temps aurait été sans doute ici mieux venue. Elle aurait pu être confiée à quelque étudiant aixois, car au cours de la dernière décennie, G. Monnier puis D. Jasmin et C. Massu ont fait étudier en des mémoires de maîtrise les principaux aspects de la création régionale durant la première moitié du XX^e siècle. C'est l'occasion de déplore que ces travaux soient quasiment inaccessibles et n'aient donné qu'exceptionnellement lieu à publication d'articles. D'autant que les contemporains de Sartorio n'ont pas bénéficié, comme lui, d'un geste éditorial de piété filiale qui est d'autant plus méritoire que la sculpture reste, à de rares exceptions près, trop souvent absente de la culture artistique en France.

Régis BERTRAND

Patrice GOURDIN, *L'École de l'Air, contribution à l'histoire des élites militaires de la République*. Thèse de doctorat soutenue le 30 novembre 1996, université Lumière-Lyon II. 2 vol. 412 p.

Cet ample travail vient à point pour combler l'inévitable retard de la « jeune » armée de l'Air face aux autres – et plus anciennes – grandes écoles de formation d'officiers comme Polytechnique, Saint-Cyr et l'École navale. La seule étude consacrée jusqu'ici à l'histoire de l'école de Salon était due à un jeune archiviste envoyé en mission en 1967 par le Service historique de l'Armée de l'air : il s'agissait d'Arnaud Ramière de Fortanier...

La thèse de Patrice Gourdin, qui peut s'étendre sur plus de 50 ans (de 1933, date du décret de création, jusqu'aux années 80) retrace les origines de l'école : l'émancipation de l'armée de l'air qui ne pouvait se traduire que par la création d'une école spécifique de formation de ses officiers. L'auteur a vu aussi tout l'intérêt que présentait la sociologie du recrutement de cette armée « nouvelle » et donc ouverte. Il analyse très finement l'évolution des programmes, qui traduit la volonté de former des pilotes militaires, mais surtout des spécialistes des sciences aéronautiques (ce qui impose la reconnaissance des diplômés par l'Université de Provence et les

commissions du titre d'ingénieur), cela afin de constituer une élite aéronautique militaire maintenue au plus haut niveau des élites civiles (y compris aujourd'hui dans le domaine spatial...).

Mais cette solide étude mérite également d'être signalée dans ces pages pour la place importante quelle fait à la politique locale. On a trop rarement souligné la forte implantation de l'aéronautique militaire en Provence entre les deux guerres (Saint Raphaël, Cuers-Pierrefeu, Hyères, Marignane, Berre, Istres et Orange). Les péripéties qui amenèrent l'école à s'installer à Salon sont un exemple magistral, ici parfaitement détaillé, des mécanismes articulant les influences locales et nationales dans une prise de décision. Elles confirment également le fort intérêt de la gauche radicale et socialiste pour l'armée de l'Air, plus « moderne » et moins suspecte d'influences cléricales ou conservatrices.

Une édition allégée et illustrée est à souhaiter : elle intéresserait les historiens de la défense, les curieux d'histoire locale...et bien sûr les anciens élèves qui ont fait leur premier vol au dessus de Salon-de-Provence.

Albert GIRAUD

Jean-Louis PANICACCI, *Les lieux de mémoire de la deuxième guerre mondiale dans les Alpes-Maritimes*, Nice, Serre, coll. Actual, 1997, 143 p.

Jean-Louis Panicacci connaît les Alpes-Maritimes aussi bien que les événements qui s'y sont déroulés durant les années quarante. Correspondant du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, puis de l'Institut d'histoire du temps présent dans ce département, animateur scientifique inlassable du Musée de la Résistance, il est l'auteur de très nombreux travaux qui touchent à tous les aspects des « années noires ». Outre sa synthèse sur *Les Alpes-Maritimes de 1939 à 1945*, rappelons qu'il a dirigé un récent volume sur *La résistance azuréenne* qui éclaire les diverses facettes d'un phénomène précoce et extrêmement dynamique dans ce secteur¹. Il avait réalisé en 1985 un *Guide de monuments de la Seconde Guerre mondiale* dans le cadre de la Commission d'information historique pour la paix du département. Ce guide étant épuisé, il a repris l'idée en l'actualisant, la complétant, l'élargissant à l'ensemble des « lieux de mémoire », associations, publications, musées, concours de la Résistance, toponymie urbaine, etc.

Certes on peut regretter que le travail soit essentiellement descriptif et tienne parfois du catalogue. Des chapitres d'analyse symbolique ou politique, le rassemblement des données chronologiques, un bilan global de l'état de la mémoire des événements auraient été les bienvenus. Les très nombreuses illustrations auraient mérité un format d'édition plus grand et il manque à coup sûr un index. Saluons cependant, en dépit de ces critiques formelles, le travail d'un éditeur courageux, qui soutient activement l'érudition locale comme bien peu de ses confrères ailleurs.

En fait, le travail vaut par la masse d'informations qu'il apporte. Le répertoire des monuments, des stèles et des plaques (280 au total) est minutieux, éclairé par la connaissance historique de l'auteur. Les initiateurs et les dates sont donnés chaque fois qu'il est possible. Les lacunes, les disparitions, les évolutions des sites sont signalées. Le même travail est fait pour la toponymie liée à la Deuxième Guerre – 440 sites – et l'on possède ainsi un outil de travail extrêmement précieux sur le panthéon qui en résulte. En outre, Jean-Louis Panicacci a eu l'excellente idée de fournir la liste des projets de désignation non aboutis. L'enseignant de l'Université de Nice qu'il est a eu pour souci premier non seulement de contribuer à ce que la mémoire ne se perde pas, mais surtout de fournir tous les éléments nécessaires à une exploitation pédagogique de cette encyclopédie patrimoniale à ciel ouvert que constituent tous les signes laissés en héritage sur les années quarante.

Cette moisson de renseignements nous renvoie à une double lecture. Elle fournit une représentation des faits de guerre et de résistance, elle consacre des héros et des martyrs. Mais elle permet aussi, pour peu que l'on sache voir, de cerner les conflits de mémoire de groupes, les moments de répit et ceux d'offensive, de repérer les effets d'imitation et les oblitérations. Autrement dit, c'est à un double parcours de mémoire que le livre renvoie et c'est ce qui en fait tout l'intérêt.

Jean-Marie GUILLON

COLLABORATEURS DE CE NUMÉRO

Marie-Rose BONNET, 12 rue Bibiou, 13200 Arles

Patrick CABANEL, Département d'Histoire, Université de Toulouse Le Mirail, 5 allées Antonio-Machado, 31058 Toulouse Cedex 1

Noël COULET, Département d'Histoire, Université de Provence, 29 avenue Robert Schumann, 13621 Aix-en-Provence Cedex.

Chantal GUYOT de LOMBARDON, 38 route de la Gaude, 06800 Cagnes-sur-mer.

Céline MAGRINI, UFR LACS, Université de Provence, 29 avenue Robert Schumann, 13621 Aix-en-Provence Cedex.

Agnès LE MENN, 10, rue de la Fraternité, 94300 Vincennes.